

CONGRÈS D'ATHÈNES

23-26 mai 2000

Les travaux d'un congrès

Le congrès est traditionnellement une manifestation très importante. Sa périodicité (tous les trois ans) explique la densité des travaux et la longueur du programme, cette année étalé sur quatre jours.

Le congrès comporte deux temps forts avec une première partie réservée au fonctionnement de l'Union, à l'examen de ses activités durant les trois dernières années, à la fixation des objectifs pour la période à venir et enfin au renouvellement des membres du bureau.

Le deuxième volet du congrès s'ouvre sur le domaine scientifique avec la présentation de documents de travail, de rapports de commissions, de tables rondes.

Enfin, cette année, pour renforcer les effets visuels de l'activité des huissiers de justice dans le monde, les organisateurs avaient prévu de présenter un film animé de scènes se rapportant à la profession dans différents pays membres de l'Union.

Il importe de rappeler que le congrès est ouvert à tous les huissiers de justice de tous les pays ou organisations membres de l'Union. Les accès aux salles sont ouverts à tous et seules sont limitées aux délégations les réunions des conseils permanents.

Sans doute n'est-il pas inutile de rappeler brièvement la structure statutaire de l'Union.

Notre organisation est aménagée, dans les termes de la loi française sur les associa-

tions, à trois niveaux: le congrès; le conseil permanent; le bureau.

- Le congrès est la structure de base. Il se réunit ordinairement une fois tous les trois ans. Il est ouvert à tous. Il détermine les objectifs de l'Union et trace les grandes lignes des actions.

Le bureau (1 président, 1 premier vice-président, 2 vice-présidents, 1 secrétaire, 1 trésorier, 1 secrétaire adjoint, 1 trésorier adjoint et 2 membres) est élu à cette occasion par les représentants des délégations.

Chaque délégation dispose d'un nombre de voix qui est inégalement réparti puisque pondéré en fonction du nombre d'huissiers de justice en activité dans le pays, de la catégorie des membres dans laquelle il est rangé (membres fondateurs, membres adhérents, membres observateurs, membres cooptés), et de sa position au regard du paiement des cotisations.

- Après le congrès vient le conseil permanent qui est en quelque sorte le parlement de l'Union internationale, puisqu'il est composé des représentants élus ou désignés par chaque Chambre nationale représentée à l'Union.

Le conseil permanent a pour mission de veiller, entre les périodes de congrès, au respect des décisions prises par l'assemblée générale.

Il se réunit en session plénière une fois par an en novembre au siège de l'Union à Paris, et en session restreinte en mai et juin dans une ville d'Afrique pour les organisations africaines et dans une ville





of law firms, with whom business dealings are often particularly frequent.

The documents delivered by the enforcing agent bear no details of or reference to the process servers. The latter thus has no further role to play and is never summoned to answer by the parties concerned. Furthermore, the defendant is fully informed of his rights and obligations before the law and is invited to contact the prosecuting lawyer or the court (telephone numbers are given in an appended notice) should further information be required.

As a general rule, documents submitted on a given day are served as of the following day and immediately returned to the lawyer concerned. No copy is kept, no dossier is opened and the accounting process is greatly simplified by the fact that all services are paid for in advance.

The offices of "B and R" contain virtually no stock.

The office of the process servers is not open to debtors or defendants and they do not act as go-betweens. If a party should

inadvertently contact the process server, he is immediately directed to contact the law firm or court.

The main activity of process servers concerns debt recovery (small claims) with the case most often being in the hands of a lawyer. This procedure is very similar to a payment order and, where a private individual is concerned, the services of a lawyer are only necessary when the sum in dispute is greater than US\$ 2,500.

The jurisdiction of process servers covers the different American states.

There is currently no legal procedure for transferring a legal process from Europe or Africa to an American process server for service. The central authority of the US ministry of justice entrusts the service of legal processes originating outside of the US to a Marshall who is a federal agent and thus a member of totally different profession.

The International Union is very much in favour of changes to the American law, providing for the receipt and transfer of legal processes by process servers alone. ■

(¹) Fred Blum is President of NAPPS (National Association of Professional Process Servers)





d'Europe pour les membres européens et ceux du continent américain.

- Reste le bureau dont le rôle consiste à assurer l'effectivité des décisions prises par le congrès et le conseil permanent, à promouvoir les actions de l'Union et à organiser toute son administration, y compris le difficile exercice du budget.

L'aspect scientifique du congrès constitue aussi une grande source d'influence dans les orientations des actions. Ainsi par exemple, le congrès de Stockholm en 1997, « Huissier de justice : un métier, un droit, un espace », a suscité toute une série d'interventions sur tous les continents et préfigurait déjà le thème d'Athènes 2000 qui s'inscrit dans une parfaite logique de réflexion.

L'espoir autour du congrès d'Athènes de provoquer une dynamique internationale

en faveur de l'élargissement des conventions touchant au domaine de la transmission des actes n'est pas vain.

On doit cependant concevoir toute la difficulté que représente pour une organisation telle que l'UIHJ, de recenser les sensibilités venant de quatre continents, d'associer aux travaux et aux réflexions un florilège de participants ainsi éclaté géographiquement, et de parvenir en définitive à présenter des rapports ou organiser des débats aussi fructueux entre individus culturellement éloignés.

La réalisation d'un film aussi riche d'enseignement, que celui présenté à Athènes, constitue aussi – avec de faibles moyens – une prouesse dont il convient de féliciter René Duperray son réalisateur.

Voilà sur le plan de l'activité professionnelle, en général, ce que fût Athènes 2000.

*L'assemblée
des congressistes.*

*The assembly
of the participants
at the congress.*

Le point sur l'UIHJ

Grâce aux initiatives prises depuis la décision de donner à l'Union une vocation mondiale, l'UIHJ compte aujourd'hui 52 membres répartis sur les continents africain, américain et en Europe.

Cette forte présence donne à notre association une puissance indiscutable qu'accrédite encore son appartenance aux grandes organisations internationales (ONU; Conférence de la Haye; Conseil de l'Europe).

*M^e Jacques Isnard,
président de l'UIHJ.*

*Mr Jacques Isnard,
président of IUJO.*

Ainsi s'est tissée, progressivement, une toile particulièrement large favorisant le développement des contacts et l'extension des zones d'influence.



Cette situation a eu pour conséquence de renforcer la crédibilité de l'Union qui affirme sa présence auprès des institutions européennes et africaines (Union européenne; Ohada).

En outre, l'empreinte de l'Union n'est pas étrangère au changement de statuts ou à l'amélioration des institutions de certains membres actuels. À cet égard, il convient de mettre l'accent sur l'excellence des relations entretenues par le bureau avec ses différents interlocuteurs, organes gouvernementaux ou judiciaires. Cela a permis, dans bien des cas, à certaines chambres ou associations d'obtenir quelques satisfactions dans leurs revendications.

Ces succès sont le résultat de l'efficacité des représentants, secrétaires ou délégués permanents, disséminés aux quatre coins de la planète, qui sont de véritables ambassadeurs de l'Union.

Une vive impulsion a été donnée partout dans le monde en vue de fertiliser le terrain propice à l'éclosion d'une profession libérale ou indépendante d'huissier de justice.

Toutefois, l'action de l'Union s'est avérée plus modeste là où les huissiers disposent d'un statut de fonctionnaire.

Les résultats sont particulièrement éloquentes avec l'arrivée de 14 nouveaux membres. Il est vrai que les investissements durant ces dernières années en terme de coopération ont été en forte progression, avec la participation de l'Union à une trentaine de manifestations de toutes natures.

Ainsi pour prendre un exemple, l'Union a initié au cours de ces derniers mois, en Afrique, six séminaires internationaux sur le Traité de l'Ohada auxquels participaient d'ailleurs, outre les huissiers de justice, des magistrats, des avocats, des financiers, etc. Il est évident que de telles



Les pays de l'Afrique sont très présents à l'UIHJ.

The countries of Africa are very present in the UIHJ.

démarches servent à améliorer le crédit des huissiers de justice quels qu'ils soient. Mais les moyens de l'Union sont limités et ne permettent pas de répondre à tous les souhaits.

Ainsi, le secteur administratif est faiblement structuré avec un admirable secrétaire général bénévole et une talentueuse secrétaire administrative – à temps partiel – mise gracieusement à la disposition de l'Union par la Chambre nationale française.

L'Union n'a qu'une bibliothèque embryonnaire et se trouve dépourvue de données ou recherches scientifiques de droit comparé. Il n'existe qu'une seule commission en état de fonctionnement : la commission économique de Leo Netten.

La communication est limitée au seul service de *UIHJ Magazine*, revue d'une grande qualité mais insuffisante pour couvrir toute l'information. Le site Internet n'est pas développé.

La tâche qui attend les membres du nouveau bureau n'est pas des plus aisées.

Il conviendra que l'Union développe davantage son image et se fasse mieux connaître, notamment auprès des pays encore hermétiques à la profession d'huissier de justice. Un travail de marketing devra être réalisé avec de nouvelles brochures, de manière à développer la propa-

gande auprès des ambassades, des universités, voire des autorités gouvernementales.

Un centre de recherches scientifiques, notamment en droit comparé, doit être aménagé. Il servira de base pour promouvoir la formation d'une manière générale. Enfin, l'Union devra s'efforcer d'appréhender les technologies modernes.

Le rayonnement de l'UIHJ implique d'étendre encore son image notamment en Amérique du sud et en Asie ; par ailleurs, l'aide technique apportée aux confrères les plus démunis doit encore s'amplifier. Le succès de l'Union trouve sans doute sa source dans une sorte d'alchimie entretenue par la fusion des esprits et la confrontation des cultures.

Les liens sont forts et profonds, le meilleur témoignage résulte de cette soirée folklorique appelée à rester gravée dans les mémoires, car empreinte de cette ferveur fraternelle à laquelle nul n'a pu rester insensible.

Maintenir le cap de la solidarité, élever le seuil de la tolérance et cimenter les liens de fraternité, tel semble être aussi le sens de l'action de l'Union dans ce début du nouveau millénaire, et tel apparaît aussi le sens du message unanime que nous avons cru percevoir.

Le challenge mérite d'être relevé...

Présentation du rapport : « L'huissier de justice et la mondialisation »

Le thème du congrès s'articulait autour des préoccupations majeures de la profession d'huissier de justice et de son avenir.

Un avenir que d'aucuns durant les interventions orales n'ont cessé de mettre en exergue, insistant sur certains périls tel l'Écosse, où la saisie et la vente mobilière judiciaire sont sérieusement remises en cause, ou encore l'Autriche, où des remaniements structurels sont envisagés par le gouvernement.



Maître Jean-Paul Spinelli, président du Congrès.

Mr Jean-Paul Spinelli, president of the Congress.

Il est symptomatique d'observer que les deux pays précités sont dotés d'un corps d'huissiers de justice différents, s'agissant de professionnels libéraux en Écosse et de fonctionnaires en Autriche.

Le président du congrès Jean-Paul Spinelli devait d'abord dresser un état des lieux de l'environnement judiciaire dans le monde.

Les bouleversements qui affectent une grande partie de la planète n'épargnent pas les matières juridiques.

Les huissiers de justice, agents de signification et/ou d'exécution, sont directement concernés par toutes ces mutations contemporaines qui les côtoient. Ils sont désormais aptes par leurs représentations internes ou internationales à relever les défis et à franchir les obstacles qui viendraient à se dresser sur leur passage.

Le congrès l'établira clairement, nous dit M^e Spinelli : la réceptivité de la profession est à l'aune de ses aspirations et de ses prétentions.

Désormais, les questions de souveraineté nationale et d'immunité d'exécution ne sont plus taboues et peuvent être ouvertement discutées entre juristes et autorités officielles.

Par ailleurs, la mise en place de normes communes facilite la communication.

Au demeurant la notion de communication s'insinue progressivement dans le droit et dans la justice. Elle interpelle experts et praticiens qui s'interrogent sur le degré d'adaptation des instruments internationaux aux techniques actuelles de communication.

La question se pose, notamment pour la Convention de la Haye du 15 novembre 1965 relative à la transmission des actes judiciaires, pour laquelle, c'est évident, les huissiers de justice affectent une sensibilité particulière.

Ce texte répond-il toujours aux attentes des justiciables ?

On peut en douter, dès lors que l'expérience démontre l'inefficacité d'un système incapable de résoudre des problèmes aussi fondamentaux que la maîtrise des délais de signification parfois supérieurs encore de nos jours à 5 ans !

L'heure est donc aux réformes auxquelles les huissiers de justice doivent être associés à condition qu'ils veuillent bien s'y impliquer.

Il faut convaincre toutes les couches des professionnels regroupés sous la bannière de l'Union internationale de l'intérêt pour notre avenir de s'arrimer à l'attelage international, faute de quoi la profession, quelle que soit sa composition (fonctionnaires ou libéraux), et quelle que soit l'étendue de ses activités (signification, exécution, recouvrement, constat, vente aux enchères, etc.), sera réduite à une mission résiduelle. La menace est sérieuse : on substitue ici, à l'huissier de justice des agents d'administration, on réduit là le champ d'intervention des huissiers de justice avec la suppression de procédures (saisies) ou l'aménagement de nouveaux textes marginalisant l'intervention de l'huissier de justice.

Les directives, règlements, conventions de l'Union européenne en vigueur ou en projet visent à écarter autant que faire se peut les professionnels du droit des circuits judiciaires.

« C'est pourquoi il est indispensable de réfléchir à la place que les huissiers de justice pourront occuper dans le monde afin notamment que l'information judiciaire, dont nous sommes les dépositaires légitimes et qui constitue l'essence même de notre existence, soit transmise dans les meilleures conditions de fiabilité et de temps. »

Un sentiment exprimé par Jean-Paul Spinelli et manifestement partagé par les congressistes.

Ainsi donc, par la création de réseaux transcontinentaux adaptés à l'usage des techniques modernes de communication,



TABLE RONDE Les difficultés d'exécution

Sous l'impulsion de M^e Jean-paul Spinelli, président du congrès une table ronde avait été constituée réunissant :

- M^e André Mathieu (Canada)
- M^e Helle Larsen (Danemark)
- M^e Mathieu Chardon (France)
- M^e Arpad Dienes (Hongrie)
- M^e Ernest Rambelison (Madagascar)
- M^e Marcel Mignon (Belgique)
- M^e Vera Lucia Pinheiro (Brésil)
- M^e Amor Chetoui (Tunisie)

Le thème des difficultés rencontrées dans l'exécution des décisions de justice a suscité un vif intérêt. Les participants ont su nous faire vivre les différentes étapes de l'exécution dans leurs pays respectifs en relatant les difficultés auxquelles ils étaient confrontés. Il est à remarquer que dans l'ensemble, les griefs convergent tous vers la lenteur, voire le laxisme des autorités nationales à répondre aux demandes de concours de la force publique. Parfois même c'est tout le principe de la séparation des pouvoirs qui est remis en cause, avec des interventions tout à fait inconsidérées et irrégulières de magistrats, préfets... suspendant les effets de l'exécution.

Dans certains états cette situation érigée en système constitue un véritable fléau, rendant illusoire toute perspective d'exécution et discréditant toute l'image de la justice.

Voilà certainement un thème qui ne manquera pas d'être repris pour un plus long développement dans un cadre plus large, peut-être à l'occasion d'un futur congrès.



les huissiers de justice pourraient s'imposer comme organes incontournables dans le secteur de l'information judiciaire et naturellement de la transmission des actes.

Des efforts considérables ont été accomplis en Europe et en Afrique pour créer des espaces économiques communautaires. Ces espaces devront s'accompagner de la mise en place de systèmes judiciaires appropriés.

L'Union européenne dispose d'une convention du 27 septembre 1968, l'Afrique a réalisé les plus spectaculaires avancées avec la convention de l'UAM du 12 septembre 1962, celle de l'ANAD des 20 et 21 avril 1987 et tout récemment des traités de l'Ohada. Aux États-Unis, les process servers de la NAPPS s'emploient à développer la toile universelle. Par ailleurs, une multitude de traités et de conventions, d'accords multilatéraux ou parfois même simplement bilatéraux ont été signés çà et là. Souvent les états sont signataires de plusieurs traités ou autres instruments réglementant de façon différente les mêmes sujets.

Le domaine judiciaire international est en proie à un désordre inextricable.

Ainsi s'est exprimé M^e Yacine Sene, rapporteur général du congrès dans sa présentation générale.

Alors s'interroge-t-elle, ne pourrait-on éviter d'entretenir ce véritable maquis de textes en privilégiant un instrument unique ?

Cet instrument existe : il s'agit de la Convention de la Haye du 15 novembre 1965. Mais les agents préposés à l'application de cette convention existent-ils dans tous les états membres ?

Sans doute pourrait-on envisager une réforme destinée à renforcer la Convention du 15 novembre 1965 en fusionnant les textes épars. Cette réforme pourrait s'accompagner d'un processus visant à favoriser l'émergence d'une profession d'agents spécialisés dans le domaine de la transmission des actes, et aptes à maîtriser les techniques modernes de transmis-

sion pour les intégrer dans des réseaux internationaux.

Il importe aussi d'améliorer la crédibilité de la signification des actes judiciaires en donnant de meilleures garanties sur les conditions de la remise. Cette réalisation revêt une importance capitale car elle pourrait permettre au juge d'exercer son contrôle sur l'effectivité de la connaissance par le justiciable du procès engagé à son encontre.

Enfin, le rapporteur général devait démontrer combien était dommageable pour la Convention de la Haye la multiplicité des entités, organes désignés pour transmettre ou recevoir les actes judiciaires.

On retiendra encore l'excellente étude réalisée sur les procédures incidentes de la Convention et sur les difficultés d'application.

Les travaux ont encore porté sur l'examen du projet novateur de passeport judiciaire.

Il s'agirait d'apporter à la signification toute l'authenticité nécessaire relative aux conditions de remise aux parties. Ce document retracerait tout le cheminement de l'acte dans son différent parcours et chaque phase serait accompagnée d'informations explicatives dotées d'une véritable force probante. Dans les pays où cette notion est inconnue et selon les règles de droit interne, l'agent significateur pourrait approuver les mentions de la signification par une déclaration sous serment.

Ce passeport serait un élément de confort et un gage de sécurité pour le juge.

Nul doute que cette question suscite beaucoup de réflexions.

Le rapport du congrès s'est achevé sur la publication d'une étude particulièrement fouillée de la commission économique dirigée par M^e Leo Netten, avec une présentation prospective très intéressante sur la signature électronique et les tiers de confiance (Trusted Third Parties : TTP).

Les TTP sont des organisations indépendantes qui offrent des services de soutien pour garantir la fiabilité de l'échange élec-





Maître Yacine Sene, rapporteur général du congrès.

Ms Yacine Sene, general raporter of the congress.

tronique de données en délivrant une certification.

Le TTP doit recueillir un certain nombre de critères :

- sécurité suffisante sur l'identité de l'expéditeur et du destinataire sur la provenance des messages ;
- garantie suffisante que les données ne pourront pas être modifiées ou détruites par des tiers non compétents ;
- garantie suffisante que l'information ne sera captée que par ceux auxquels elle est destinée.

Ce rapport préconise que l'huissier de justice puisse être désigné parmi les TTP.

À la suite de débats engagés avec les participants, le congrès décidait de l'adoption des trois vœux, reproduits ci-après.

La partie scientifique du congrès s'est révélée particulièrement riche en communications, informations et prospectives... Tout le mérite en revient au président Jean-Paul Spinelli et au rapporteur général, Yacine Sene, unanimement salués pour la qualité du rapport et des travaux.

LES TROIS VŒUX DU CONGRÈS D'ATHÈNES

1^{er} vœu

Le congrès considérant que :

- 1) Dans le domaine transnational le mode de remise aux parties des actes judiciaires et extrajudiciaires au moyen de la lettre n'offre aucune sécurité juridique,
- 2) La remise physique des actes judiciaires et extrajudiciaires par des professionnels répondant aux critères normatifs d'officiers publics ou officiers ministériels doit être privilégiée,

Propose :

D'adopter la signification comme forme substantielle de remise des actes.

2^e vœu

Le congrès, au regard du premier vœu qui vient d'être ratifié, déclare élever en principe général la transmission

directe aux fins de signification des actes judiciaires et extrajudiciaires entre officiers publics et/ou officiers ministériels.

3^e vœu

Le congrès,

Considérant la nécessité d'élargir, au plan mondial, le domaine d'application des dispositions qui viennent d'être adoptées,

Émet le vœu que :

L'Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires développe une coopération plus étroite avec les institutions internationales et, notamment, la Conférence de droit international privé de la Haye.

Le congrès en bref...

Ils étaient plus de 700 participants à venir de tous les pays membres de l'UIHJ. Seuls étaient absents le Togo, le Gabon, l'Algérie, la Guinée. Seize nouveaux pays étaient venus soutenir leur candidature ou confirmer celle-ci en vue de la ratification par le congrès.

La Lituanie avait dépêché M. Baltoniaz, ministre de la justice, pour présenter sa candidature. L'intérêt manifesté par monsieur le Ministre en faveur de l'UIHJ a été vivement apprécié.

La Pologne était accompagnée de M. Janusz Niedziela, vice-ministre de la Justice, qui exprima sa plus vive satisfaction pour sa participation au congrès, et qui tint à rendre un hommage appuyé aux huissiers de justice polonais pour leur active coopération au développement du système judiciaire polonais.



M. Prodrornos Assimadis, ministre de la Justice.

Mr Prodrornos Assimadis, minister of Justice.

Pour la première fois la République de Cuba se retrouvait siégeant au sein de l'UIHJ. La présence de son représentant fut particulièrement remarquable. Grand savant et homme d'une culture universelle infinie, M. D. Carreras Cuevas, professeur de droit à l'université de la Havane, nous conta tout aussi bien l'histoire des huissiers de justice de Cuba depuis l'origine (xvi^e siècle), que la mythologie dans la langue grecque ancienne! Tout cela nous offrit quelques beaux échanges avec le président Grammatopoulos.

La séance d'ouverture du congrès a été placée sous la présidence du secrétaire géné-

ral du ministre de la Justice M. Prodrornos Assimadis.

Il a été remarqué la présence de madame Marie-Hélène Hurtaud, représentant le ministère de la Justice de France, celle du professeur Georges de Leval, doyen de la faculté de droit de Liège et celle du professeur Alain Verbeke, professeur à la Faculté de Leuven. Par ailleurs, la Conférence de La Haye était représentée par Christophe Bernasconi, secrétaire du bureau permanent.

La décoration de la salle du congrès tapissée des drapeaux des 52 pays membres fut particulièrement impressionnante.

Le président Jacques Isnard a rendu un hommage appuyé à M^e Marie-Thérèse Caupain, première vice-président et à M^e Ghislain Brouhot, membre du comité exécutif qui ont mis fin à leur fonction au sein du nouveau bureau.

Le programme du congrès a comporté pas moins de huit rassemblements :

- une séance d'ouverture
- une assemblée générale extraordinaire
- une assemblée générale ordinaire
- une réunion du conseil permanent dans sa composition sortante
- une réunion du conseil permanent dans la nouvelle composition
- une journée et demi réservée aux travaux scientifiques
- une séance de clôture
- une réunion des secrétaires et délégués permanents

Le prochain congrès

À l'unanimité le congrès s'est prononcé en faveur de la candidature de la Tunisie pour le prochain congrès.

Pour la première fois donc le congrès se positionnera en Afrique, à Tunis en 2003.

L'Union remercie

L'UIHJ tient à rendre un hommage appuyé au président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Grèce M^e Emmanuel



Grammatopoulos, ainsi qu'à toute son équipe pour la qualité de l'accueil, la chaleur des contacts et la parfaite organisation du congrès. Jamais congrès n'avait réuni autant de participants (700). Jamais autant de pays n'avaient été représentés avec autant de personnalités : ministres, hauts fonctionnaires, magistrats, professeurs.

Et pourtant ce fut une parfaite réussite unanimement saluée et appréciée.

Le président Grammatopoulos peut être fier du travail accompli durant les deux années précédant le congrès. Le résultat est à la mesure des sacrifices réalisés. La Grèce n'a pas failli à sa réputation et ce congrès de l'an 2000 fut bien celui du millénaire.

Qu'il nous soit permis d'associer dans ces mêmes compliments ceux qui aux côtés de l'organisation grecque ont magnifiquement œuvré par ce succès d'Athènes 2000.

– M^e René Duperray, secrétaire général de l'UIHJ, à l'occasion entrepreneur de spectacles et éventuellement metteur en scène et distributeur de film

– M^{me} Luisa Lozano, secrétaire administrative

– M^e Dominique Abadie, responsable communication

– M^{me} Muriel Geudin

Auxquels il convient de joindre :

– M^e Jean-Paul Spinelli, président du congrès qui, avec tout le talent que nous lui connaissons, a su donner aux travaux du congrès la juste mesure qui lui revenait ; d'ailleurs et le fait est rare, jamais la salle ne devait désemplir durant les séances réservées à cet effet et la rédaction des vœux fut ardemment discutée face à une assemblée compacte.

– M^e Yacine Sene. C'était la première fois qu'un huissier de justice africain avait la charge de soutenir un rapport général. Le thème de surcroît n'était pas des plus faciles. Le rapporteur général s'acquitta de sa mission de façon exemplaire en présentant un rapport clair et précis qui fut hautement apprécié, et qui devrait constituer une référence en vue d'une étude plus extensive de l'aménagement de la Convention de La Haye de 1965.

Les témoignages de satisfaction qui ont été adressés à M^e Sene constituent le meilleur

hommage de reconnaissance que les huissiers de justice du continent africain pouvaient attendre de la communauté internationale.

Si la réussite d'un congrès tient aux analyses et délibérations à caractère professionnel et aux modifications statutaires, elle résulte aussi de la qualité des travaux scientifiques et de l'action du président du congrès bien en amont de l'ouverture de celui-ci.

À propos, de ces travaux nous devons saluer aussi l'initiative de l'organisation d'une table ronde avec la participation des huit intervenants mentionnés par ailleurs dont la prestation mérite d'être complimenter. ■



COMPOSITION DU NOUVEAU BUREAU

À l'issue du congrès les délégués des organisations membres fondateurs, membres adhérents et membres observateurs ont procédé à l'élection du nouveau bureau sous la présidence de M^e Giordanelli (doyen d'âge et des 2 assesseurs M^e Kibakala (Congo) et M^e Macpherson (Écosse).

Sont élus (pour trois ans) :

Jacques Isnard	président	France
Luc Claes	1 ^{er} vice-président	Belgique
Leo Netten	vice-président	Pays-Bas
Yacine Sene	vice-président	Sénégal
Jean Christin	trésorier	Suisse
Dominique Hector	secrétaire	France
Alexander Walker	trésorier adjoint	Écosse
André Mathieu	secrétaire adjoint	Canada
Roger Dujardin	membre	Belgique
Jean-Paul Spinelli	membre	France

NOMINATION DE DEUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

Deux commissaires aux comptes ont été élus

Emmanuel Minoungou	Burkina-Faso
Darius Potkanski	Pologne



ATHENS CONGRESS

23rd-26th may 2000

The work of the congress

The congress is traditionally an extremely important event. Its periodicity (every three years) explains why so much work is included and why the programme, this year, extended over 4 days.

The congress includes two high points with the initial part given over to the functioning of the Union, to the examination of its activities over the past three years, to the setting of objectives for the forthcoming period and, finally, to renewal of board members.

The second aspect of the congress is given over to the scientific field, with the presentation of working documents, commission reports and round table discussions.

Finally, this year to reinforce the visual effect of the activities of bailiffs throughout the world, the organisers had planned to present an animated film of scenes relating to the profession in the various member countries of the Union.

It is important to remember that the congress is open to all bailiffs from countries or organisations that are members of the Union. Access to the halls is open to all and only access to permanent committee meetings is limited to delegations.

It is probably useful to give a brief reminder of the statutory structure of the Union.

Our organisation is structured, according to the terms of the french law on associations,



across three levels: the congress – the permanent committee – the board.

The congress is the basic structure. It meets in ordinary session once every three years. It is open to all bailiffs.

The congress sets the objectives of the Union and lays out the general guidelines for action. The board (1 chairman, 1 first vice-chairman, 2 vice-chairmen, 1 secretary, 1 treasurer, 1 deputy secretary, 1 deputy treasurer and 2 members) is elected during the congress by representatives from the delegations.

Each delegation has a given number of votes, which is unequally distributed since it is weighted according to the number of bailiffs working in the country, the category to which the member organisation belongs (founder members, subscriber members, observer members, co-opted members) and its position in terms of payment of fees.

After the congress comes the permanent committee which is, to a certain extent, the parliament of the International Union since it comprises representatives who are elected or designated by each national chamber represented at the Union.

The permanent committee has the task of ensuring that decisions taken by the general meeting are complied with, between congress periods.

It meets in plenary session once a year in November at the Union's headquarters in Paris and in limited session in May and June in an African city for African organisations and in a European city for European members and those from the American continent.

This leaves the board, whose role consists of ensuring the effectiveness of decisions taken by the congress for the performance of measures taken by the permanent committee, promoting the action of the Union and organising its entire administration, including the budget.

However, the scientific aspect of the congress also constitutes a major source of influence in how action is directed. Thus, for example, the Stockholm congress in 1997 "Bailiff: a job, a right, an area", aroused a whole series of reactions in all continents and prefigured, to a certain extent, the theme for Athens 2000 which is the logical extension of the previous congress.

The hope that the Athens congress will lead to an international dynamic in favour of an extension to agreements, affecting the field of transmission of documents, is not in vain.

We must, however, understand the difficulties encountered by an organisation such as UIHJ in the collection of sensitivities from the four continents, in involving in the work and in the considerations a whole anthology of participants equally geographically spread and in succeeding, in the end, in presenting reports or organising such fruitful debates between individuals who are so culturally distant one from the other.

The production of a film which is so full of instruction as the one presented in Athens is also – and with limited resources too – an achievement for which the producer René Duperray must be congratulated.

Such was the Athens 2000 congress in terms of professional activities in general. Le point sur l'UIHJ.



The position of UIHJ

Thanks to the initiatives taken since the decision to give the Union worldwide scope, UIHJ now has 52 members from throughout Africa, America and Europe.

*Maître Leo Netten,
président de la
commission
économique.*

*Mr Leo Netten,
président of
economic
commission.*

This strong presence gives our association an unquestionable strength, further underlining the importance of its belonging to major international organisations (UN – The Hague Conference – Council of Europe).

Thus a particularly extensive network has been woven gradually, encouraging the development of contacts and the extension of zones of influence.



The consequence of this situation is a reinforcement of the Union's credibility which now strongly states its presence before European and African institutions (European Union – Ohada).

The Union has also had its part to play in changes made to articles or the improvement of the institutions of certain current members. In this respect, the excellent relations maintained by the board with its various interlocutors, government or legal bodies, should be underlined. This has meant, in many cases, that certain chambers or associations have been able to obtain a degree of satisfaction in their claims.

These successes are the result of the efficiency of representatives, secretaries or permanent delegates, spread throughout the four corners of the earth, who act as the true ambassadors of the Union.

A strong impulse has been given worldwide with a view to fertilising the ground to prepare it for the hatching of a freelance or independent profession of bailiff.

However, the Union has shown itself to be equally moderate in its action, where bailiffs enjoy the status of civil servant.

The results are particularly eloquent with the arrival of 14 new members. It is true that over these past few years investments in terms of cooperation have been progressing a great deal, with participation at around thirty events of all kinds. As an example, over the past few months the Union has initiated in Africa six international seminars on the Ohada Treaty, in which magistrates, lawyers, financiers, etc. took part in addition to bailiffs. Clearly such work serves to improve the credit of bailiffs, whoever they are.





*Une soirée
dont on parlera
longtemps.*

*One evening about
which one will
speak for a long
time.*

However, Union resources are limited and do not allow it to offer an answer to all requests.

Thus, the administrative sector is only poorly structured with an admirable, volunteer general secretary and a talented administrative secretary – part time – made available free of charge to the Union by the French National Chamber.

The Union has only an embryonic library to its name and is without data or scientific research on comparative law. Only one commission is operational: the economic commission run by Leo Netten.

Communication is limited to *UIHJ Magazine* only. This is a top quality publication but remains insufficient to cover all information. The Internet site has not been developed.

The task awaiting members of the new board will be no easy matter.

The Union must develop its image to a greater extent and ensure that it is more widely known in countries which remain closed to the profession of bailiff. Marketing work must be done with new brochures, so as to develop propaganda amongst Embassies, universities and even government authorities.

A scientific research centre, particularly in comparative law, must be set up. It will be used as a base to promote training in a general way. Finally, the Union must endeavour to take modern technologies on board.

The scope of action of UIHJ means extending its image still further, particularly in South America and Asia. Moreover, technical assistance provided to our colleagues, amongst the most needy, must be further amplified. The success of the Union is doubtless in a sort of alchemy maintained by the merging of minds and the confrontation of cultures.

Links are strong and deep, as illustrated most clearly by the evening of folk music which will remain embedded deep in everyone's memory, imprinted as it was with brotherly goodwill to which no-one could remain insensitive.

Keeping the course set on solidarity, raising the threshold of tolerance and cementing the links of fraternity, such would seem to be the meaning behind action taken by the Union in this new millennium, as well as being the sense of the unanimous message which we believe we perceived.

A challenge well worth taking up...



Presentation of the report: “Bailiffs and globalisation”

The theme of the congress was based around the major concerns of the bailiff’s profession and its future.

This is a future which no-one during the speeches ceased to highlight, underlining certain dangers such as in Scotland where seizure and legal sale of goods is seriously being called into question or in Austria where structural reorganisation is being considered by the government.

It is symptomatic to observe that the two countries mentioned above each have a different body of bailiffs: independent professionals in Scotland and civil servants in Austria.

The congress chairman, Jean-Paul Spinelli first had to make a report on the legal environment across the world.

Upheavals affecting the major part of the planet are not sparing legal matters.

Bailiffs, service and/or execution agents are directly concerned by all these contemporary

changes with which they are in close contact. They are now in a position, due to their domestic or international representation, to take up the various challenges and to get over any obstacles which may occur on their way.

The congress will clearly demonstrate, says maître Spinelli, that the profession’s receptivity is its number one ambition and claim.

Henceforth, questions of national sovereignty or immunity from execution are no longer taboo and may be openly discussed amongst lawyers and official authorities.

Moreover, the establishment of joint standards is facilitating communication.

Actually, the concept of communication is gradually worming its way into law and justice. It challenges experts and practitioners who are questioning the degree of adaptation of international instruments to current communication techniques.

The question arises particularly for the Hague Convention of 15th November 1965 relating to



the transmission of legal documents, in which, clearly, bailiffs have a particular interest.

Does this text still meet the expectations of those subject to be tried?

One may doubt this, insofar as experience shows the inefficiency of a system that is incapable of resolving problems as basic as control over service timeframes, which still today are in some cases over 5 years!

It's now time for reform, with which bailiffs must be associated, as long as they are willing to become involved.

All levels of professionals, grouped under the International Union banner must be convinced of the importance for our entire future of joining the international standpoint, otherwise the profession, in all its aspects (civil servants or independent professionals) and whatever the scope of its activities (serving of documents – execution – debt collection – reporting – auction sales, etc.) will be reduced to a residual mission. This is a serious threat: bailiffs are being substituted by administrative officers here, the scope of intervention by bailiffs is being reduced there with the suppression of procedures (seizures) or the setting out of new texts, marginalizing work done by bailiffs.

Directives, regulations and conventions of the European Union, in force or projected aim to cast aside, as far as possible, legal professionals from judicial circuits.

“This is why it is essential to look at the part that bailiffs could play in the world, specifically in order to ensure that judicial information, for which we are the legitimate depositaries and which constitutes the very essence of our existence, is transmitted under the best possible conditions in terms of reliability and time.”

A feeling expressed by Jean-Paul Spinelli and clearly shared by those attending the congress.

Thus, by the creation of trans-continental networks, designed for the use of modern communication techniques, bailiffs could make their presence felt as the inescapable officials

ROUND TABLE DISCUSSION

Difficulties with execution

On the initiative of maître Jean-Paul Spinelli, chairman of the congress, a round table discussion was set up, comprising:

- Maître André Mathieu (Canada)
- Maître Helle Larsen (Denmark)
- Maître Mathieu Chardon (France)
- Maître Arpad Dienes (Hungary)
- Maître Ernest Rambelason (Madagascar)
- Maître Marcel Mignon (Belgium)
- Maître Vera Lucia Pinheiro (Brazil)
- Maître Amor Chetoui (Tunisia)

The theme was difficulties encountered in the execution of legal decisions and aroused a great deal of interest. Participants were able to recount to us the various stages of execution in their respective countries, by relating the difficulties with which they are confronted. It should be noted that all problems arose due to the slowness, even laxness of national authorities in their response to requests for aid from the public authorities. Sometimes even, it is the whole principle of the separation of powers which is called into question with entirely ill-considered and irregular interventions on the part of magistrates, prefects, etc. preventing the execution of documents.

In some countries, this situation forms a system in itself and is a real plague, making any prospect of execution illusory and discrediting the whole image of justice.

This is most certainly a theme which will not fail to be taken up for further development within a wider context, maybe at a future congress.

in the judicial information sector and, naturally, for the transmission of documents.

Considerable efforts have been made in both Europe and Africa to create joint economic spaces. These spaces should be accompanied by the setting up of appropriate judicial systems.

The European Union has a convention dated 27th September 1968, Africa has made spectacular progress with the UAM convention dated 12th September 1962, the ANAD Convention of 20th and 21st April 1987 and,



more recently, the Ohada treaties. In the United States, NAPPS process servers are busy developing the universal web. Moreover, a multitude of treaties and conventions, multilateral conventions and sometimes even simply bilateral conventions, have been signed here and there. Very often States are signatories to several treaties or other regulatory instruments governing the same subjects in different ways.

The international judicial field is prey to inextricable disorder.

Such were the thoughts of maître Yacine Sene, the congress' general reporter, in her general presentation.

So, she questioned, couldn't we stop maintaining this real jungle of texts, preferring rather a single instrument?

This instrument exists: it is the Hague Convention of 15th November 1965. However do officials to ensure the application of this convention exist in all member states?

Doubtless one could envisage a reform with the purpose of reinforcing the Convention dated 15th November 1965, by merging scattered texts with it. This reform could be accompanied by a process to encourage the emergence of a profession of officials specialising in the field of the transmission of documents and able to master modern transmission techniques in order to integrate international networks.

It is also important to improve the credibility of notification of legal documents by giving better guarantees as to the conditions under which documents are delivered. This point is of capital importance as it could enable the judge to exercise his control over the effectiveness of knowledge by the person subject to be tried of the suit brought against him.

Finally, the general reporter had to show how damaging it is for the Hague Convention to have such a multitude of entities and bodies designated for the transmission or reception of judicial documents.

The excellent study carried out on incidental procedures of the Convention and on difficulties with application should also be noted.

Work again involved examination of the innovative project for a judicial passport.

This would be a case of giving notification all the necessary authenticity relative to the conditions under which documents are delivered to parties. This document would retrace the whole route taken by the document, through its varying journey and each phase would be accompanied by explanatory information with really conclusive force. In countries where this concept is unknown, and according to domestic rules of law, the agent serving the documents could approve references to notification by a declaration under oath.

This passport would be an element of convenience and a guarantee of security for the judge.

There is no doubt that this question arouses a great deal of interest.

The congress report came to an end with publication of a particularly well-researched study by the economic commission, led by maître Leo Netten, with an extremely interesting prospective presentation on electronic signature and Trusted Third Parties (TTP).

TTPs are independent organisations offering support services to guarantee reliability of electronic exchange of data, by delivering certification.

The TTP must collect together a certain number of criteria:

- sufficient security on the identity of the person sending the data and of the addressee, and of the origin of the messages
- sufficient guarantee that data cannot be modified or destroyed by unauthorised third parties
- sufficient guarantee that the information cannot be obtained by people to whom it is not intended.

This report recommends that the bailiff can be designated from among the TTPs.



After discussion between participants, congress decided to adopt three resolutions, as reproduced below.

The scientific part of the congress proved to be particularly rich in the communica-

tion of information and forecasting, all thanks to the chairman, Jean-Paul Spinelli and to the general reporter Yacine Sene, who were unanimously saluted for the quality of the report and the works presented.

RESOLUTIONS – ATHENS CONGRESS

1st Resolution

The congress, in view of the fact that,

- 1) Transnationally, the method of delivering judicial and extra-judicial documents to parties by means of a letter offers no legal security,
- 2) Physical delivery of judicial and extra-judicial documents by professionals meeting the standardised criteria of public officers or ministerial officers must be given priority,

Proposes

Adoption of service by bailiff as essential formal required method of delivering documents.

2nd Resolution

The congress, in view of resolution n° 1, which has just been ratified, declares raising as a general principle direct

transmission for the purposes of service of judicial and extra-judicial documents, between public officers and/or ministerial officers.

3rd Resolution

The congress,

In view of the necessity to extend, to world level, the field of application of the provisions that have just been adopted,

Issues the resolution that,

The International Union of Bailiffs and Legal Officers should develop closer relations with international institutions and particularly the International Private Law Conference in the Hague.

The congress in brief

Participants: Over 700 came from every member country of UIHJ. Only Togo, Gabon, Algeria and Guinea were absent. Sixteen new countries came to support their applications or to confirm their applications with a view to ratification by the congress.

Lithuania had sent Mr Baltoniaz, minister for Justice, to present its application. The interest shown by the Minister in favour of UIHJ was appreciated by all.

Poland was accompanied by Mr Janusz Niedziela, vice-minister for Justice who expressed his strong satisfaction in partici-



Remise de récompenses à M^e Sene, M^e Spinelli and M^e Grammatopoulos par le président Isnard.

Delivery of rewards in Ms Sene, Mr Spinelli and Mr Grammatopoulos by the president Isnard.



pating in the congress and who wanted to praise most highly polish bailiffs for their active cooperation in the development of the polish judicial system.

For the first time, the Republic of Cuba was sitting at a UIHJ congress, and the presence

of the representative from that country was particularly noted. A very wise man and a man with infinite universal culture, Mr D. Carreras Cuevas, professor of Law at the University of Havana, recounted to us both the history of bailiffs in Cuba, since their origins in the 16th century and mythology in the ancient Greek language! All this made for several noteworthy exchanges with chairman Grammatopolous.

The opening session of the congress was under the chairmanship of the general secretary of the ministry of Justice, Mr Prodromos Assimadis.

The presence of Mrs Marie-Hélène Hurtaud was noted, representing the French Ministry of Justice, along with the presence of Professor Georges de Leval, dean of the Law Faculty in Liège and that of Professor Alain Berbeke, professor at the Faculty of Leuven.

Besides, the Conference of The Hague was represented by Christophe Bernasconi, secretary of the permanent bureau.

The decoration of the congress hall, with walls covered with the flags of the 52 member countries was particularly impressive.

Chairman Jacques Isnard offered particular praise for maître Marie-Thérèse Caupain, first Vice-Chairman and maître Ghislain Brouhot, member of the executive committee who retired from their functions within the new board.

The congress programme included no less than 8 sessions:

- opening session
- extraordinary general meeting
- ordinary general meeting
- meeting of the permanent council including retiring members
- meeting of the permanent council including new members
- one day and a half reserved for scientific work
- closing session
- meeting of secretaries and permanent delegates.



Le bureau d'âge.

MEMBERS OF THE NEW BOARD

After the congress, delegates from the founder member organisations, subscriber members and observer members, proceeded with the election of the new board under the chairmanship of maître Giordanelli (the oldest member present and 2 assessors maître Kibakala (Congo) and maître Macpherson (Scotland).

Elected (for three years):

Jacques Isnard	Chairman	(France)
Luc Claes	1st vice-chairman	(Belgium)
Leo Netten	Vice-chairman	(Netherlands)
Yacine Sene	Vice-chairman	(Senegal)
Jean Christin	Treasurer	(Switzerland)
Dominique Hector	Secretary	(France)
Alexander Walker	Deputy treasurer	(Scotland)
André Mathieu	Deputy secretary	(Canada)
Roger Dujardin	Member	(Belgium)
Jean-Paul Spinelli	Member	(France)

NOMINATION OF TWO AUDITORS

Two auditors were elected:

Emmanuel Minoungou	(Burkina Faso)
Darius Potkanski	(Poland)



Next congress

The congress pronounced itself to be unanimously in favour of the application of Tunisia for the next congress.

For the first time, therefore, the congress will be held in Africa, in TUNIS in 2003.

The Union would like to thank...

The UIHJ would particularly like to thank the Chairman of the National Chamber of Bailiffs in Greece, maître Emmanuel Grammatopoulos, and all his staff, for the quality of the welcome, warmth of contacts and perfect organisation of the congress. No congress has ever before included so many participants (700). Never before have so many countries been represented with as many guests: ministers, top civil servants, magistrates, professors.

The congress was perfectly successful and unanimously saluted and enjoyed.

Chairman Grammatopoulos can well be proud of the work accomplished over the two years prior to the congress. The result is the measure of the sacrifices made. Greece has not failed its reputation and this congress for Year 2000 was indeed the congress of the Millennium.

May we also offer these same compliments to those who worked alongside the Greek organisers, in the magnificent achievement of Athens 2000.

– Mr René Duperray, general secretary of UIHJ, who for this event worked as show entrepreneur, film director and distributor

– Mrs Luisa Lozano, administrative secretary

– maître Dominique Abadie, head of communication

– Mrs Muriel Geudin

To whom should be added:

– Maître Jean-Paul Spinelli, chairman of the congress, who with all the talent that we know is his, was able to give the work of the congress the scope it required: moreover, and this happens only rarely, the hall was never empty during sessions given over to this work and the drafting of resolutions



was fiercely discussed in front of a packed hall.

– Maître Yacine Sene. It was the first time that an African bailiff had responsibility for supporting a general report. The theme was also far from easy. The general reporter carried out her task in an exemplary fashion, presenting a clear, precise report which was highly appreciated and which should act as a reference with a view to a more extensive study on remodelling of the 1965 Hague Convention.

The letters of satisfaction which have been sent to maître Sene are the best possible illustration of praise and recognition which bailiffs from Africa could expect from the international community.

Although the success of a congress can be measured in terms of analyses and deliberations of a professional nature and statutory modifications, it is also the result of the quality of the scientific work and action taken by the chairman of the congress well before the congress opens.

In this respect, we must also salute the initiative of setting up a round table discussion with the participation of the eight speakers referred to elsewhere, whose work deserves to be complimented. ■



Le congrès s'amuse-t-il ?

Non, car un congrès est une manifestation très sérieuse, mais lors d'un tel rassemblement les moments de détente sont aussi des choses très sérieuses.

Que serait une telle rencontre sans ces moments merveilleux où l'on met quelques instants, entre parenthèses, les séances de travail pour pouvoir rencontrer « les autres ».

L'Union a voulu innover pour le congrès d'Athènes et notamment lors de la traditionnelle soirée où elle reçoit ses invités. C'est ainsi que l'invitation de venir habillés d'une tenue traditionnelle a été lancée à tous les congressistes.

Nous savions qu'au sein de l'Union les contacts entre les délégués ont toujours été chaleureux mais quelque fois empreint d'une certaine retenue.

Mais ce soir-là, les dernières barrières qui pouvaient exister pour certains ont disparu.

Quel plaisir de voir Monsieur le Président de l'Union internationale et Madame Isnard accueillir en costume provençal les invités à la soirée, en compagnie des membres du

bureau chacun avec le costume de son pays. Quelle ne fut pas notre surprise de voir que beaucoup avaient joué le jeu ?

Qu'ils soient venus de Belgique, du Canada, des pays d'Afrique, de France, du Brésil ou d'Écosse, tous ont déployé d'immenses efforts pour se présenter à Athènes dans des costumes tous plus beaux les uns que les autres.

Nos amis grecs furent très courtisés au jeu des questions tant leurs costumes traditionnels étaient riches en couleur.

Et ce groupe de Bretons de Paimpol avec leurs pimpolaises bien sûr, et nos amis malgaches, et ceux d'Afrique du Nord et bien d'autres qui se reconnaîtront sur le reportage photos.

Ce fut un grand moment du congrès et dans la vie de l'Union, car ce soir-là, beaucoup de rencontres ont eu lieu, chacun voulant découvrir l'autre.

Des liens étroits se sont noués et alors que nous n'en étions qu'à la première journée, tous ont juré de se retrouver pour le prochain congrès international en 2003, alors que le pays organisateur n'était pas encore connu.

Merci à tous et rendez-vous en Tunisie. ■



*Le groupe
des Bretons
de Paimpol.*

*The group
of Bretons
from Paimpol.*



Beaucoup d'invités ont joué le jeu et sont venus revêtus de leur costume traditionnel.

A great many guests played along and were dressed in traditional costume.



Is the congress for fun?

No, because the congress is an extremely serious event, but at such an event, moments of relaxation also prove to be of major importance.

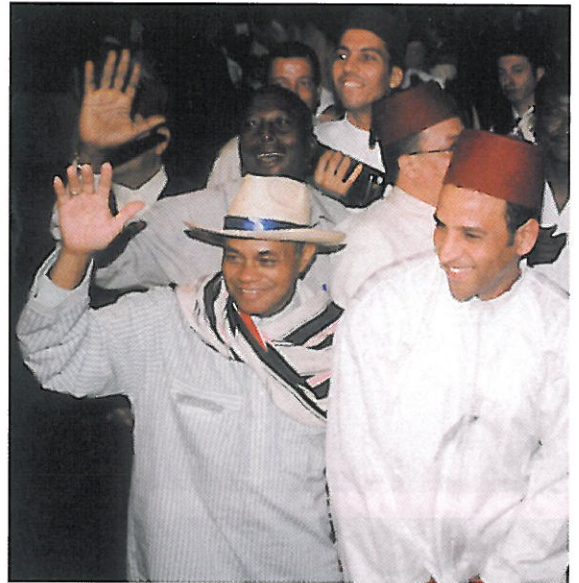
What would such a meeting be without these marvellous times where for a few brief moments, work sessions are put to one side, in order to go out and meet "the others".

The Union sought to innovate for the Athens congress and particularly for the traditional evening at which it receives its guests. Thus an invitation to come dressed in traditional costume was issued to all those attending the congress.

We knew that within the Union contacts between delegates have always been warm, but somewhat reserved.

But that evening, the final barriers which may have existed for some came down.

What a pleasure to see the chairman of the International Union and Mrs Isnard, dressed in traditional Provençal costume, welcoming the guests to the evening, along with members of the board, each in their own country's costume.



How delighted and surprised we were to see that a great many guests played along and were also dressed in traditional costume.

From Belgium, Canada, African countries, France, Brazil and Scotland, everyone made a great effort to come to Athens in the most beautiful array of costumes.

Our Greek friends were highly sought-after and asked a great many questions about their traditional, highly-coloured costumes.

And what about the group of Bretons from Paimpol with their dances and of course our friends from Madagascar, and those from North Africa, and so many others who will see themselves on the photo documentary.

It was one of the high points of the congress and in the life of the Union because, that evening, many people met each other, each wanting to find out a little more about the other.

Close links were forged and although we were still only on the first day, everyone promised to meet again at the next international congress in 2003, although the organising country was not yet known.

Thank you, everyone, and we look forward to meeting you all again in Tunisia! ■

